



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

Stellantis
CEMR
Poissy

08 avril 2024

Les Palestiniens ont besoin d'autre chose que des protestations hypocrites des Biden et des Macron

300 000 Palestiniens errent dans le nord de Gaza, tentant comme ils le peuvent de récupérer de la nourriture, renonçant souvent à s'approcher des colis largués au titre de l'aide humanitaire, parce que les soldats israéliens les prennent pour cible. Dans le sud, plus d'un million de Gazaouis sont entassés, menacés en permanence par l'armée israélienne – snipers, drones, tout l'arsenal moderne est mobilisé, officiellement contre le Hamas, en réalité contre la population.

Biden-Macron complices de six mois de massacre

Les dirigeants israéliens utilisent la famine comme arme de guerre, bombardent les populations civiles, utilisent des balles explosives pour mutiler des gosses. Tout cela est documenté. Mais c'est seulement le 4 avril que Biden a décidé de hausser un tout petit peu le ton vis-à-vis du Premier ministre israélien, Netanyahu. Il a conditionné l'aide américaine à la « protection des civils » palestiniens et à l'acheminement de l'aide humanitaire... Mais les livraisons d'armes se poursuivent jour après jour.

Cela fait six mois que l'armée israélienne massacre. Plus de 30 000 morts, dont plus de 40 % d'enfants, 75 000 blessés, dans des hôpitaux bombardés et manquant de tout. Biden et les dirigeants des puissances impérialistes comme Macron ont l'indignation tardive et, dans les faits, soutiennent l'armée israélienne : les dirigeants israéliens se livrent à un génocide dont les Biden et les Macron sont complices.

L'ordre impérialiste contre les peuples

Complices, les prédécesseurs de Macron l'avaient aussi été durant un autre génocide, celui de 800 000 membres de la minorité tutsi par le gouvernement hutu au Rwanda il y a trente ans.

Macron a failli reconnaître du bout des lèvres que l'armée française aurait pu l'éviter, avant de se rétracter. L'armée française a en fait été une complice active du génocide rwandais et, depuis, l'armée et le gouvernement français n'ont eu de cesse de propager des mensonges sur ce qui s'est passé alors. Faudra-t-il attendre trente ans pour qu'un obscur successeur de Macron reconnaisse qu'il aurait été possible de cesser de livrer des armes à Israël et de s'en prendre au gouvernement israélien coupable de ce qu'eux-mêmes nomment des crimes de guerre ?

Mais ce n'est pas un hasard si la dénonciation n'est que verbale. Les puissances impérialistes sont des soutiens inconditionnels de l'État sioniste qui est leur bras armé dans une région dont ils pillent les ressources, empêchent le développement, maintenant les populations dans la misère avec l'aide de dictateurs locaux. Ces derniers, qu'il s'agisse des dirigeants égyptiens, syriens, iraniens et autres ont tous réprimé des soulèvements populaires : ils protestent verbalement, mais ils ne lèvent pas et ne lèveront pas le petit doigt pour s'opposer au massacre, trop contents que leurs propres peuples voient ce qui peut arriver quand on relève la tête.

Manifester notre solidarité

Depuis plus de 75 ans, les Palestiniens n'ont pu compter que sur eux-mêmes et sur le soutien des manifestations populaires dans le monde. Samedi 6 avril, 100 000 manifestants ont défilé à Tel-Aviv pour réclamer la démission de Netanyahu. Même si la plupart ne remettent pas en cause la guerre, c'est un facteur de fragilisation du gouvernement israélien d'extrême droite.

Les manifestations doivent se poursuivre partout. Faut-il rappeler les accusations proférées par nos gouvernants contre ceux qui, ici, voulaient manifester leur soutien au peuple palestinien ? Les interdictions, les poursuites judiciaires encore ces derniers jours, alors que nous n'avons fait que dénoncer ce que Macron et Biden reconnaissent aujourd'hui ?

Il reste essentiel de manifester contre ce qui se passe à Gaza, pour contraindre les dirigeants impérialistes à cesser d'envoyer des armes au gouvernement israélien, et pour que prenne fin la colonisation et l'oppression du peuple palestinien.

Ralentir, oui, finir à la casse, non !

A Poissy usine, la direction a annoncé qu'il y aurait un passage de 40 à 30 véhicules par heure entre mai et septembre. Cela correspond à 25 % de production en moins pour le site. Pour elle, il va y avoir encore un sureffectif supplémentaire de 100 CDI et CDD. Elle s'est fixé comme objectif d'inciter les CDI à partir en mission sur d'autres sites PSA ou d'être prêtés à d'autres entreprises... et de se débarrasser des 80 derniers intérimaires qui restent dans l'usine. Baisser la cadence, oui, mais que l'on soit CDI, CDD, intérimaires pas question de se faire balader ailleurs contre notre volonté, ou de se faire virer.

Mise au ban

Sur Carrières, comme à Belchamp, les heures des bancs moteurs sont comptées. Comme souvent les premiers à subir le couperet sont nos collègues prestataires. Il leur faut se démerder à trouver une nouvelle mission parfois à l'autre bout de l'Ile de France. Que ce soit sur les bancs GMP ou à la MAP on manque de bras, alors partageons le boulot plutôt que de courir partout.

Sans scrupules

La direction de Stellantis annonce l'arrêt définitif de l'usine d'Aspern-Vienne (ex-Opel) l'été prochain. 220 salariés y travaillent encore, ils étaient un bon 2 000 en 2017 au moment du rachat par PSA. Elle argue que les boîtes manuelles 6 vitesses n'ont plus d'avenir, mais tout le monde sait que ces productions seront faites dans des pays à bas coûts en Europe de l'Est et en Inde. Stellantis qui a bénéficié récemment de prêts de l'Etat s'était engagé à ne pas fermer d'usine : les promesses n'engagent que ceux qui y croient.

Je t'aime moi non plus

L'assemblée des actionnaires de Stellantis qui approche le 16 avril, sous les conseils d'agences de notations, se rebiffe au sujet du salaire de Tavares. Après avoir voté contre en 2021, pour en 2022, ils veulent s'y opposer de nouveau en 2023 jugeant les 36,5 millions d'euros de salaires du PDG un tantinet exagéré. Il est vrai qu'en 2024 les actionnaires ne se partageront que la coquette somme de 7,7 milliards d'euros.

Pile je gagne, face tu perds

D'un côté des annonces de production de tel ou tel nouveau véhicule, de l'autre 3597 collègues italiens qui voient leurs postes supprimés. L'usine de Fiat Mirafiori sera la plus touchée avec 1520 départs, d'autres usines sont aussi impactées comme à Cassino avec 850 départs. Après avoir imposé tout

un tas de sacrifices : transferts de main d'œuvre entre usines, jours chômés à gogo, maintenant c'est prend ton chèque et casse toi. Une journée de grève est appelé le 12 avril et c'est bien le minimum pour se faire entendre. Certains syndicats essayent de jouer la carte de la préférence nationale, mais pour Tavares c'est seulement le cash à récupérer qui compte. La mise en concurrence des travailleurs, c'est l'arme préférée du patron pour nous diviser. L'arme des travailleurs c'est d'être uni pour imposer un véritable rapport de force.

Mensonge en boucle

Renault Flins (Yvelines), après 72 ans de production de véhicule, la dernière voiture est sortie des chaînes il y a deux semaines. La direction de Renault affirme qu'il y a un avenir pour le site avec le reconditionnement appelé « économie circulaire ». Ce qui circule surtout c'est le baratin du patron, tous les médias le reprennent sans critique. Le patron de Renault n'est pas là pour sauver des emplois, il en a supprimé récemment 1 500 à Renault Flins. Son but est de les casser et se faire de l'argent au passage.

Derrière BlaBlaCar... Total

L'entreprise française, leader du covoiturage, réaliserait 40 % (d'après une estimation du *Monde*) de son chiffre d'affaires par la vente de certificats d'économies d'énergie, des droits à polluer à Total. Or pour calculer combien de certificats recevra BlaBlaCar, l'État suppose que chaque nouvel inscrit sur la plateforme réalisera en moyenne 225 trajets par an lors des cinq prochaines années. Il faut aimer blablater ! Avec ce trucage, l'État vient subventionner une « licorne » française, et permet au groupe Total de continuer à émettre du CO₂ à bas prix.

Jeux olympiques : des étudiants toujours à la rue

À quelques semaines de l'ouverture des Jeux olympiques, plusieurs centaines d'étudiants qui occupent des logements universitaires (en général des chambres) – qu'ils seront contraints de céder aux « agents publics prioritaires » (policiers, pompiers, agents de sécurité, etc.) ne savent toujours pas s'ils seront relogés ni où. Le collectif Rescrous, créé en février pour dénoncer cette situation intolérable, n'a toujours pas obtenu de réponse du Crous qui gère plus de 3 000 chambres réquisitionnées. Par contre ce dernier propose à ceux obligés de partir des « kits de déménagement » comprenant des rouleaux de papier collant, des cartons, des navettes et... 100 euros. Difficile de se moquer plus ouvertement des étudiants...

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :